



HAL
open science

La légation en Espagne de Francesco Guicciardini, entre expérience individuelle et processus de formation collectif

Jean-Marc Rivière

► **To cite this version:**

Jean-Marc Rivière. La légation en Espagne de Francesco Guicciardini, entre expérience individuelle et processus de formation collectif. Italie et Espagne entre Empire, cités et États. Constructions d'histoires communes (XVe-XVIe siècles), 2017. halshs-01791037

HAL Id: halshs-01791037

<https://shs.hal.science/halshs-01791037>

Submitted on 5 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La légation en Espagne de Francesco Guicciardini, entre expérience individuelle et processus de formation collectif

Jean-Marc Rivière, Centre Aixois d'Etudes Romanes - E.A. 854

La mission d'ambassade de Francesco Guicciardini en Espagne auprès du roi Ferdinand le Catholique, menée de janvier 1512 à novembre 1514, représente pour lui une première confrontation, aussi précoce que frustrante, à la pratique politique. Désigné le 17 octobre 1511 avec le titre d'ambassadeur (et non d'orateur ou de mandataire – le choix du titre a ici une importance cruciale), Guicciardini présente un profil inédit pour une telle mission, puisqu'il a alors seulement 28 ans et que, pour brillant qu'il soit, il n'a encore participé à aucun conseil de gouvernement. Si l'on s'en tient au critère qualifiant aux responsabilités publiques traditionnellement en vigueur à Florence, celui de la "reputazione", cette synthèse de prestige social atavique et de renommée individuelle acquise par l'expérience de la chose publique,¹ il ne devrait pas, en théorie comme en pratique, être habilité à remplir une charge aussi prestigieuse. Indiquer cela nous plonge d'emblée au cœur d'une problématique majeure de la période républicaine florentine, à savoir le lien entre expérience individuelle de la politique et gestion collective de la cité.

La question liminaire du choix de Guicciardini pour une telle mission a été analysée jusqu'à présent sous le double prisme de ses qualités individuelles et de son insertion particulière au sein de l'oligarchie : tout en étant le fils d'un homme, Piero, qui n'est jamais départi d'une certaine neutralité à l'égard de Piero Soderini, il est en effet le gendre d'Alamanno Salviati, opposant de taille au Gonfalonier de justice.² Qu'il ait, à titre personnel, un faible poids politique représente un avantage dans un tel compromis car, sans être une source de menace trop perceptible pour la faction populaire, il pourra être accusé à bon compte d'incompétence par Soderini, qui se défaussera ainsi sur lui de ses responsabilités en cas d'échec patent de sa mission. Dans une telle analyse, Guicciardini se trouve en même temps légitimé et fragilisé pour cette mission par son statut socio-politique. Ses hésitations, au moment d'accepter cette charge, montrent qu'il n'est pas dupe des risques encourus,³ mais qu'il y voit un formidable accélérateur de carrière, à un moment de sa vie où rien ne le retient à l'intérieur de la cité. Aucun de ces arguments n'est cependant, en soi, décisif. C'est leur effet cumulatif qui permet de présenter Guicciardini comme le moins mauvais choix possible pour une telle mission – un choix qui s'impose donc moins qu'il n'apparaît comme le fruit de contingences conjoncturelles. Il manque toutefois un élément cristallisateur susceptible de donner à ces arguments hétérogènes la force de la nécessité et de justifier un choix qui, comme nous le verrons, surprend en définitive moins en lui-même que par sa temporalité.

Dans ses *Ricordanze*, Guicciardini indique que sa désignation est intervenue au terme d'un débat qui a donné lieu à plusieurs votes improductifs, avant que son nom ne se dégage le 17 octobre 1511.⁴ Même s'il reçoit là, selon ses propres mots, «un plus grand honneur que n'en a jamais reçu aucun jeune de notre cité»,⁵ il y a donc autour de sa personne une unanimité moindre qu'il ne le prétend par la suite dans son *Oratio Accusatoria*, où il parle d'un « consentement

¹ Voir Barbuto, *La "bottega della politica"*, p. XXIII.

² Voir à ce sujet Palmarocchi, *Studi Guicciardiniani*, p.60, ainsi que Cutinelli-Rendina, *Entre diplomatie familiale*, p. 232.

³ Voir Fournel, *"Non essere un'ombra"*, pp. 43-44 et M. Palumbo, *Natura*, pp. 17-18.

⁴ Guicciardini, *Ricordanze*, p. 69. Notons toutefois la rapidité d'ensemble du processus de désignation : la première occurrence au sein des *Consulte e pratiche* de la nécessité d'envoyer un ambassadeur auprès du roi d'Espagne apparaît le 13 octobre 1511, tandis que Guicciardini est désigné le 17 octobre. Voir *Consulte*, 1988, pp. 243-244.

⁵ «[...] e fattogli più onore che mai fussi fatto a giovane alcuno della nostra città», in Guicciardini, *Oratio accusatoria*, p. 150.

commun » autour de son nom.⁶ Cette désignation difficile n'est pas sans rappeler, par ses modalités, celle de Francesco Vettori, désigné en juin 1507 comme mandataire (avec, donc, un statut inférieur à celui d'ambassadeur, plus en rapport avec son statut et son âge) auprès de l'empereur Maximilien. Les similitudes sont d'ailleurs grandes entre les deux hommes : lui aussi issu d'une famille de l'oligarchie, Vettori est âgé de 33 ans lorsqu'il est choisi et a une expérience limitée de la chose publique.⁷ Cette comparaison prend tout son sens lorsqu'on lit les propos de Guicciardini qui, dans ses *Histoires florentines*, décrit ainsi le contexte de la désignation de Vettori :⁸

Le Gonfalonier fit en sorte que fût élu un homme dont il pût se fier, Machiavel ; mais, tandis que celui-ci se préparait à partir, un grand nombre d'hommes de bien commencèrent à crier qu'on en envoyât d'autres à sa place, dans la mesure où il y avait à Florence beaucoup de jeunes de bien capables d'y aller et qui devaient gagner en expérience. C'est pourquoi l'élection fut modifiée et Francesco di Piero Vettori fut choisi.⁹

Au-delà du rejet strictement politique et conjoncturel du nom de Machiavel en 1507, l'argument soulevé ici par les contradicteurs de Soderini, celui de la jeunesse et de la nécessité de permettre aux "jeunes de bien" d'acquérir de l'expérience, est intéressant, car il rejoint l'un des principaux nœuds de tension du régime républicain florentin : la question des critères de légitimité à la pratique politique. Depuis 1494, l'une des principales clés de lecture de l'évolution du régime réside en effet dans la capacité de l'oligarchie, malgré sa faiblesse numérique au sein du *Consiglio maggiore*, de mettre en avant un ensemble de qualités, collectives et individuelles, qui rendent ses membres indispensables lorsqu'il s'agit de déterminer les principales orientations diplomatiques de la cité. Là où la distribution des charges intérieures fait l'objet d'une ouverture relative aux catégories médianes, celle des fonctions hors les murs demeure ainsi l'apanage strict de l'oligarchie, en raison notamment d'un ensemble de contingences matérielles. Sont nécessaires en effet, pour mener à bien de telles missions, un vaste réseau de relations, un prestige certain, d'importants moyens économiques et, bien sûr, la possibilité de quitter la cité pour une longue période sans voir périr son activité. Entre décembre 1494 et septembre 1512, les fonctions d'ambassade se trouvent de ce fait réparties entre un nombre limité de titulaires, issus de seulement 34 familles, qui toutes appartiennent à la haute oligarchie.¹⁰ L'exercice des charges hors les murs devient ainsi, selon les mots de Riccardo Fubini, « le lieu dans lequel les "hommes principaux" exerçaient leur influence de gouvernement ».¹¹ Une étude plus circonstanciée montre toutefois que, si l'appartenance à l'oligarchie représente la condition nécessaire pour être affecté à une légation d'importance, les ambassadeurs sont choisis, en dernier ressort, en vertu de leur

⁶ «[...] che avendo in sì giovane età conseguito dalla patria sua con commune consenso di coloro che secondo le leggi n'avevano autorità, tanto onore che mai più dalla città libera fu dato a uno sì giovane, e del quale e' vecchi sogliono onorarsi grandemente», *ibidem*, p. 152.

⁷ Vettori a fait partie des *Dodici Buonuomini* (avril-juin 1504) et, la même année, des *Otto di Guardia*, mais sa seule expérience hors les murs est celle de *podestà* de Castiglione Aretino en 1506.

⁸ Sur l'importance de la légation en Allemagne sur la formation de Vettori, voir Rivière, *Le regard du voyageur*, pp. 59-75.

⁹ «E fu eletto per opera del gonfaloniere che vi voleva uno di chi e' si potessi fidare, el Machiavello; el quale mettendosi in ordine per andare, cominciorono a gridare molti uomini da bene, chi e' si mandassi altri, essendo in Firenze tanti giovani da bene atti a andarvi ed e' quali era bene che si esercitano. E però mutata la elezione, fu deputato Francesco di Piero Vettori», in Guicciardini, *Storie florentine*, p. 443.

¹⁰ Il s'agit des familles Acciaiuoli, Alamanni, Albizzi, Altoviti, Bonsi, Capponi, Cavalcanti, Corsini, Del Nero, Della Stufa, Gualterotti, Guasconi, Guicciardini, Lenzi, Malegonnelle, Martelli, Medici, Morelli, Nasi, Nerli, Niccolini, Pazzi, Pepi, Ridolfi, Risaliti, Rossi, Rucellai, Salviati, Soderini, Strozzi, Tosinchi, Valori, Vespucci et Vettori.

¹¹ «Tipico segno distintivo di tale oligarchia ristretta, che ancor più l'allontanava per competenze e mentalità dal cittadino comune, fu l'esercizio della diplomazia, quale applicazione continuativa, che comportava l'accreditamento anche personale presso le sedi estere [...]. Tale era infatti il luogo deputato in cui gli "uomini principali" esercitavano la propria influenza di governo», in Fubini, *L'uscita dal sistema politico*, pp. 35-36.

compétence personnelle supposée, et donc selon des critères de détermination individuelle.¹² C'est très précisément selon ces modalités que se joue la "reputazione" évoquée plus haut.

Or, très vite, les membres de l'oligarchie qui refusent l'évolution populaire du nouveau régime comprennent que cette position monopolistique leur offre un instrument idéal pour marquer leur opposition politique. Le refus de partir en ambassade¹³ ou bien le choix de ne pas payer ses dettes à l'Etat pour se retrouver inéligible à toute fonction officielle sont, ainsi, des instruments dont n'hésitent pas à jouer les opposants à une ouverture politique.¹⁴ La conséquence de cette stratégie de blocage est double : ce sont, d'une part, toujours les mêmes individus qui sont envoyés hors les murs, en particulier en tant que commissaires ; on en arrive d'autre part, faute de meilleurs candidats, à désigner pour certaines missions des citoyens qui n'ont pas les qualités requises.¹⁵ Dans un tel contexte, la nécessité de former les jeunes citoyens à la pratique de la diplomatie apparaît comme un enjeu crucial, susceptible à terme de fluidifier le jeu politique. Cette volonté n'est pas nouvelle : elle s'était déjà traduite, en vertu du texte législatif du 30 avril 1498, par la création de la charge de "giovane ambasciatore",¹⁶ dont Piero Parenti souligne qu'elle « donna de l'espoir aux jeunes vertueux, et fut approuvée par l'universalité du peuple, bien qu'il ne plût guère aux *Primati* ». ¹⁷ Ce texte introduisait l'élection, au sein du conseil des Quatre-Vingts, d'un jeune, âgé de 24 à 40 ans, chargé d'accompagner chaque ambassadeur ou commissaire mandaté par la cité, afin que les

jeunes citoyens soient incités à la vertu et aux bons usages, dans l'espoir que, de la sorte, ils soient facilement désignés aux honneurs et dignités de votre cité, et afin qu'ils acquièrent quelque prudence en matière du gouvernement de la république par l'expérience des choses, surtout par celles qu'on traite hors de la cité par l'intermédiaire de vos ambassadeurs et commissaires généraux au camp.¹⁸

Le but de ce processus de formation des jeunes citoyens à la diplomatie, souligne Giorgio Cadoni, était de « faire face à la nécessité de constituer une classe de jeunes aspirants à la carrière politique qui fussent non seulement compétents et expérimentés, mais également d'une loyauté constitutionnelle éprouvée ». ¹⁹ Bien que quelques jeunes citoyens²⁰ aient profité de cette loi pour

¹² Il est rare, en effet, qu'une même famille voie plusieurs de ses membres être nommés ambassadeurs après la mutation institutionnelle de décembre 1494. Exceptionnels sont ainsi les exemples des familles Soderini (qui voit quatre de ses membres partir en ambassade), Acciaiuoli, Capponi et Nerli (trois membres), Morelli, Salviati et Strozzi (deux membres).

¹³ Voir par exemple Vaglianti, *Storia*, pp. 149-150.

¹⁴ Malgré les mesures législatives instaurant des sanctions pour les réfractaires, Piero Soderini se plaint encore, le 9 novembre 1502, lors de sa première intervention en tant que Gonfalonier à vie, du peu d'entrain des hommes choisis pour se rendre en mission hors les murs, in *Consulte*, 1993, p. 856.

¹⁵ Guichardini explique ainsi la décision d'envoyer à Arezzo, en 1502, Guglielmo de' Pazzi, « uomo leggiere e di poco governo e così tenuto universalmente nella città » par le fait que, « lui come era eletto accettava ed era presto al cavalcare », in Guicciardini, *Storie fiorentine*, pp. 356-357.

¹⁶ Voir *Provisioni concernenti l'ordinamento della Repubblica fiorentina*, a cura di G. Cadoni, Nella sede dell'Istituto, Roma 2000, pp. 77-78. Sans doute ce texte vient-il sanctionner un usage existant de manière informelle par le passé : lors de la *pratica* du 26 avril 1498, Lorenzo Morelli demandait en effet qu'on envoyât en France « 3 imbasadori, perché così s'è usato: uno di Chiesa, uno atto a restare là, uno giovane, onorevole », in *Consulte*, 1993, p. 83.

¹⁷ « Questo speranza dette a' virtuosi giovani, e approvato fu dalla università del popolo, benché a' Primati non piacesse », in Parenti, *Storia Fiorentina*, p. 176.

¹⁸ « Desiderando e nostri magnifici et excelsi signori, signori priori di libertà et gonfaloniere di giustizia del popolo fiorentino, che i vostri cittadini et giovani sieno incitati alle virtù et buoni costumi, sperando per tal via essere facilmente deputati alli honori et dignità della vostra città, et a ciò che per la experientia delle cose acquistino qualche prudentia del governo della repubblica et maxime di quelle si tractano fuori della città per mezzo de' vostri ambasciatori et commessarii generali in campo », in *Provisioni*, p. 77. Il est également fait référence à cette charge dans le texte législatif du 23 septembre 1501 qui modifie la règle d'élection des commissaires, *ibidem*, pp. 186-191.

¹⁹ « Agli obiettivi indicati dal preambolo [...] va aggiunto quello di far fronte alla necessità di costituire una classe di giovani aspiranti alla carriera politica che fossero sì competenti ed esperti, ma anche di provata lealtà costituzionale », *ibidem*, p. 75.

²⁰ Sur les quatre citoyens envoyés à ce titre hors les murs dont nous avons trouvé trace, seul Niccolò Capponi, envoyé comme "sottoimbasciatore" à Venise en 1499, effectue par la suite une carrière politique notable. Les trois

s'aguerrier, ce projet se clôt toutefois sur un échec patent, que Bartolomeo Cerretani synthétise ainsi :

La loi qui prévoyait qu'on envoyât en légation les jeunes fut faite afin d'instruire, d'éduquer et de renouveler des hommes dans la république, pour pouvoir les utiliser en cas de besoin. Mais très vite on en oublia le but, car on la mit en œuvre avec tant d'ambition qu'en quelques mois elle périclita.²¹

Après la désignation de Piero Soderini comme Gonfalonier à vie, l'urgence de la stabilisation institutionnelle a cédé la place à un processus de pérennisation du régime, qui autorise enfin une ébauche de prospective à moyen terme. Or, le personnel politique actif durant la dernière décennie du régime souffre d'un profond manque de compétence, car il est en majorité composé d'individus qui ont eu très peu de responsabilités sous le régime médicéen²² et qui ne jouissent pas, en raison de leur appartenance aux catégories sociales médianes, de l'expérience collective que s'est auto-transmise l'oligarchie, génération après génération, notamment à travers les *Libri di famiglia*.²³ La survie du régime passe donc par la création d'un groupe dirigeant efficace, formé à la pratique politique par une expérience personnelle et précoce des charges et des responsabilités, ce dont Soderini est conscient. L'étude détaillée du personnel politique montre en effet qu'il développe une stratégie claire de rajeunissement du personnel politique. L'arrivée massive au sein des *Tre maggiori*, à partir de 1507, d'un grand nombre de jeunes citoyens, pour beaucoup issus des catégories médianes, témoigne de ce qu'une nouvelle génération commence à investir le champ politique intérieur à la fin de la première décennie du siècle. Selon Guicciardini, on doit cette intrusion massive à la volonté de Soderini, convaincu que, « s'il mettait le gouvernement des affaires d'importance entre les mains des hommes de bien, comme ceux-ci étaient sages et jouissaient d'une grande autorité, ils en disposeraient à leur guise et ne suivraient pas son avis ».²⁴ Soderini s'entoure alors de « quelques hommes d'autorité et de quelques jeunes dont la réputation était grandissante, qui s'étaient donnés à lui corps et âme ».²⁵ Le recours à des individus plus jeunes et issus en grand nombre des catégories médianes – et par voie de conséquence le rejet du personnel précédent, plus âgé et presque uniquement composé de membres de l'oligarchie – est perçu comme un geste fort d'antagonisme par les *ottimati*.

Grâce à cette manœuvre du Gonfalonier à vie, l'on aboutit à une situation inédite, puisque près de la moitié des élus aux *Tre maggiori* en 1507²⁶ ont moins de quarante ans au moment de leur entrée en charge. Durant les années suivantes, la présence des trentenaires au sein des *Tre maggiori* ne parvient pas à se maintenir à un niveau aussi élevé qu'en 1507, mais ces derniers continuent de peser sur la *Signoria*, les *Dodici Buonuomini* et les gonfaloniers de Compagnie.²⁷ Dans le détail, on

autres citoyens cités comme “sottoimbasciatori” (Piero Ardinghelli, Alessandro Acciaiuoli et Francesco Pandolfini) occupent, à la suite de leur mission, des charges moindres.

²¹ «La quale legge del menare nelle legationi e giovani fu fatta a ffine di instituire alevare et rinovare nella republica homini per poterli ne' bisogni adoperarli, ma presto si smarri il fine perché s'exercitò con tanta ambitione che im pochi mesi si risolvè», in B. Cerretani, *Storia fiorentina*, p. 260. On ne trouve d'ailleurs plus trace dans les textes contemporains d'un diplomate envoyé hors les murs en tant que “giovane ambasciatore” après 1499.

²² Voir Rivière, *The Construction*, pp. 43-53.

²³ Sur ceux-ci et le rôle qu'ils jouent dans la formation des jeunes membres de l'oligarchie, voir Terreaux-Scotto D'Ardino, *Les âges de la vie*, pp. 270-272.

²⁴ «[...] o perché considerassi che se e' metteva el governo delle cose importante nelle mani degli uomini da bene, che loro sendo savi e di autorità ne disporrebbero a modo loro e non seguiterebbono el suo parere», in Guicciardini, *Storie fiorentine*, p. 411.

²⁵ «Aggiugnevasi che alcuni uomini di autorità ed alcuni giovani che venivano in riputazione, si gli erano dati in anima in corpo, chi per ambitione, che per valersi di lui, chi per uno rispetto e chi per uno altro», *ibidem*, p. 413.

²⁶ 71 sur 145. Pour toutes les notations individuelles et statistiques sur le personnel politique florentin portées ci-dessous, voir le répertoire prosopographique annexé à J.M. Rivière, *L'espace politique républicain à Florence de 1494 à 1527: réforme des institutions et constitution d'une élite de gouvernement*, thèse de Doctorat sous la direction de J.L. Fournel, Université Paris 8, 2005.

²⁷ Ils représentent ainsi 42% des élus aux *Tre maggiori* en 1508, 40,4% en 1509, 35,9% en 1510, 42,9% en 1511 et 37,2% de janvier à septembre 1512. À titre de comparaison, parmi les élus aux *Tre maggiori* en 1495, seuls 28 citoyens sur 192 (14,5%) avaient moins de quarante ans au moment de leur entrée en charge.

constate que cette nouvelle génération s'impose de manière uniforme dans chacune des magistratures des *Tre maggiori*, y compris au sein de la principale d'entre elles, la *Signoria*. Dans un contexte de blocage institutionnel, la valorisation de l'expérience individuelle, au moins autant que l'appartenance à un groupe socio-politique, qualifie donc désormais le citoyen comme acteur de la vie de la cité. C'est dans cette perspective qu'il faut lire les envois récurrents de Machiavel en France à partir de 1500, puis de Vettori et du même Machiavel en Allemagne en 1507. La participation aux missions diplomatiques apparaît ainsi comme une étape fondamentale dans le processus de formation politique, du moins pour les citoyens les plus prometteurs.

Durant les dernières années du régime sodérinien, cependant, ce phénomène de rajeunissement du personnel politique prend des proportions beaucoup plus limitées. La jeune génération peine à pénétrer dans les conseils restreints, qui sont dominés par des hommes d'âge mûr,²⁸ principalement issus de l'oligarchie – des hommes qui, au moment de l'instauration de l'ordonnancement institutionnel de décembre 1494, avaient déjà entre quarante et cinquante ans.²⁹ Dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu et incertain, l'expérimentation politique de Soderini cède donc le pas à un cadre de pensée plus traditionnel, où la jeunesse n'est plus un élément qualifiant. En d'autres termes, plus la conjoncture se révèle complexe à analyser et plus se vérifie une tendance à surcompenser cette perte de repères externes à la cité par une crispation autour de nœuds de pensée traditionnels, qui servent de balises auxquelles se rattacher collectivement dans une réalité mouvante. Dans l'espace politique, le plus immédiatement perceptible de ces points de repères est bien entendu celui de la "reputazione". Ce phénomène de resserrement se vérifie tout particulièrement dans le champ diplomatique. Si l'on exclut Machiavel, Vettori et Guicciardini, la moyenne d'âge des individus désignés aux fonctions d'ambassadeur ou d'orateur entre 1502 et 1512 était de 46 ans et demi. Or, elle atteint 51 ans et 4 mois pour ceux qui sont désignés entre 1509 et 1512. Ces derniers, à l'image de Piero Guicciardini, Niccolò Capponi, Niccolò Del Nero ou Niccolò Valori, peuvent arguer d'une expérience longue et variée de la chose publique. C'est sans doute à de tels individus que songe Bernardo Soderini lorsqu'il propose, le 17 juin 1512, au moment de choisir un ambassadeur auprès de l'Empereur, d'envoyer « un homme et un citoyen de grande réputation ». ³⁰ Intéressant est à ce titre le profil d'Antonio Strozzi, envoyé à Rome en juillet 1512 pour négocier avec le Vice-roi de Naples, Raimond de Cardona : né en 1455, Strozzi est alors âgé de 57 ans, et il peut arguer d'avoir été prieur en janvier-février 1494 puis, à deux reprises, membre des Gonfaloniers de Compagnie, en 1497 et 1510. Sur le plan diplomatique, il a été envoyé auprès du roi de France en 1494, puis a été nommé ambassadeur à Ferrare en 1498. On recense par ailleurs cent interventions de sa part au sein des *pratiche*, ce qui témoigne d'une influence politique majeure. Le contraste entre Strozzi, homme de réputation à qui l'on confie un mandat de négociation capital, et Guicciardini, jeune citoyen inexpérimenté qui part en Espagne sans mandat précis, est frappant.

En somme, comme Machiavel et Vettori avant lui, Guicciardini a été choisi parce que convergent en lui d'exceptionnelles qualités personnelles et une insertion spécifique dans le tissu politico-social.³¹ Ce qui est étonnant, ce n'est donc pas tant que Guicciardini ait été choisi, mais qu'il l'ait été précisément à ce moment. Car, là où la désignation de Machiavel et de Vettori souligne une tendance nette dans les années 1502-1509, celle de Guicciardini apparaît à contretemps, voire contradictoire avec la volonté de faire à nouveau de la "reputazione" un

²⁸ Ainsi, si les jeunes citoyens étaient totalement exclus des *Dieci di libertà*, *Otto di guardia*, *Ufficiali del Monte*, *Conservatori di legge* et *Sei di mercanzia* au début du nouveau régime, leur présence est à peine plus marquée après 1510.

²⁹ On compte en 1507, au sein des conseils restreints, 64 citoyens âgés de plus de cinquante ans (sur 108 élus), dont 26 ont dépassé les soixante ans.

³⁰ «Adpresso, richorderebbono creare uno ambasciadore alla Cesarea Maestà, huomo et cictadino di reputatione », in *Consulte*, 1988, p. 305. Lors de la réunion du 21 août 1512, Tommaso Gianni déclare quant à lui : «E' richordano a le Signorie vostre che sia bene di mandare, et preso, al Viceré del Chattolico messer Baldassarre Carducci ; et se si sente di mala voglia, chome è referito loro, et non possa andare, crearne due di nuovo qualificati bene et accelerare l'andata loro per esser a tempo», *ibidem*, p. 364.

³¹ Il s'agit, pour Machiavel, de la proximité avec Soderini et, pour Vettori et Guicciardini, de l'appartenance à une frange modérée de l'oligarchie.

critère discriminant dans l'exercice des charges publiques. Pour lever un tel paradoxe, il faut considérer la spécificité de la mission pour laquelle Guicciardini est choisi. Le contexte géopolitique dans lequel s'insère la décision d'envoyer un ambassadeur auprès de Ferdinand est bien connu : alors que la ligne diplomatique florentine, défendue avec acharnement par Piero Soderini³², vise à préserver à tout prix l'alliance traditionnelle avec la France, cette stratégie est rendue obsolète par l'attribution définitive du royaume de Naples à l'Espagne par le Pape, en 1510, puis la publication officielle de l'alliance entre l'Eglise, l'Espagne et la République de Venise, le 1^{er} octobre 1511. Les liens que Florence a tissés avec l'Espagne avec le traité de Blois, signé pour trois ans le 13 mars 1509, semblent légers face à la mise en place de la Sainte Ligue. Les principales chroniques contemporaines, comme les comptes rendus des *pratiche*, montrent que le doute s'est instillé à Florence quant aux conséquences possibles de la stratégie d'influence espagnole en Italie et, surtout, sur le niveau de protection que lui assure son allié français.

Il est toutefois frappant de constater que, dans les faits, la stratégie diplomatique florentine continue de s'articuler autour de l'idée d'une confrontation bilatérale entre la France et la Papauté, au sein de laquelle l'Espagne et l'Empire ne joueraient qu'un rôle secondaire. Malgré sa tête de pont napolitaine, l'Espagne semble en outre trop éloignée géographiquement pour pouvoir jouer un rôle militaire de premier plan en Italie, du moins à court terme. Cette idée est exprimée dans l'instruction que donne Piero Soderini à Machiavel le 2 juin 1510,³³ à l'occasion de la troisième légation de ce dernier en France : si le roi de France parvient à juguler les deux principales puissances qui la menacent militairement en Italie, l'Empereur et les Vénitiens, « le Pape et l'Espagne se rangeront de son côté, car le premier n'a pas de troupes suffisantes, le second ne peut pas l'atteindre commodément ».³⁴ Cette conviction semble d'autant plus justifiée que les intentions réelles de Ferdinand n'apparaissent jamais au grand jour. Il faut un regard aussi perspicace que celui de Machiavel pour comprendre que les ambitions espagnoles en Italie ne s'éteindraient pas avec la mainmise définitive sur Naples.³⁵ En 1510, à l'occasion de sa mission auprès de Louis XII, il s'interroge sur la possibilité d'un lien entre la confiance apparente du pape et les préparatifs militaires espagnols, et le fait clairement savoir au Conseil des Dix.³⁶ L'Espagne apparaît ainsi comme une menace potentielle, mais pas encore concrète.³⁷ L'idée prédominante est donc celle-ci : si Ferdinand n'est pas l'allié de Florence, il n'en est pas davantage l'ennemi, ce que laisse présager le soutien de l'ambassadeur espagnol à Rome en faveur de la levée de l'interdit pesant sur Florence.³⁸

Même lorsque l'influence du roi de France en Italie n'apparaît plus comme un gage de sécurité suffisant et qu'une diversification du réseau d'alliances semble inéluctable, le souci constant de ne pas s'attirer l'inimitié de Louis XII avant d'avoir compris dans quel sens penche l'équilibre des forces en présence empêche toute prise d'initiative diplomatique. Dès lors, la décision d'envoyer un ambassadeur en Espagne n'a pas pour but de réguler la relation de cet Etat avec Florence, mais de donner des gages d'ouverture indirects au Pape sans s'attirer l'ire de la France. Dans la perspective florentine, l'Espagne est ainsi un élément accessoire dans un jeu à plusieurs bandes dominé par la France et la papauté. Jamais par exemple, dans les textes des chroniqueurs contemporains, l'Espagne n'est considérée comme une force motrice dans le destin de l'Italie, ou en tout cas comme une puissance capable de peser sur celui-ci de façon déterminante. L'analyse de Piero Vaglienti, dans sa *Storia*, est à ce titre exemplaire : s'il ne cesse de

³² Sur l'inébranlable conviction de Piero Soderini que la sécurité de Florence repose sur son alliance avec la France, voir Pesman Cooper, *Pier Soderini*, pp. 62-65.

³³ Voir le commentaire de S. Bertelli, in Machiavelli, *Legazioni*, pp. 1221-1224.

³⁴ «[...] e tutto l'intento di sua Maestà sia volto a due cose, volendo stare sicuro delle cose sue d'Italia : l'una è tenere contento lo Imperadore ; l'altra è tenere afflitti e' Veneziani : fatto questo, il Papa e Spagna stanno seco, perché l'uno non ha buona gente, l'altro non ha comodità di offenderlo. », *ibidem*, p. 1228.

³⁵ Machiavel le comprend dès 1506, à l'occasion de sa mission auprès de Jules II. Voir Marietti, *La figure de Ferdinand*, pp. 11-21.

³⁶ Voir Machiavelli, *Legazioni*, pp. 1233-34.

³⁷ En témoignent les rapports envoyés depuis la cour du roi de France par Roberto Acciaiuoli, *ibidem*, p.1421 et 1437.

³⁸ Voir à ce sujet les interventions d'Alessandro Scarlattini et d'Adovardo Acciaiuoli lors de la *pratica* du 16 octobre, in *Consulte*, 1988, p. 246.

craindre une mainmise française en Italie, qui serait pour lui la pire des possibilités³⁹, Vaglianti ne considère jamais la puissance espagnole autrement que dans la perspective d'un triomphe français.⁴⁰ De même, lorsque Bartolomeo Cerretani revient dans sa *Storia fiorentina* sur la débat autour de la nécessité ou non d'envoyer d'un ambassadeur en Espagne, la réflexion ne porte pas tant sur ce qu'une telle mission peut apporter de positif dans le cadre d'un rapport bilatéral entre Florence et l'Espagne, mais sur le risque qu'elle pourrait faire courir à la relation entre Florence et la France⁴¹. L'Espagne est ainsi toujours observée par ricochet, et jamais dans la réalité objective de sa puissance et de ses ambitions. Cette erreur fondamentale est par ailleurs confortée par la conviction, unanimement partagée, que Ferdinand n'entend pas intervenir dans la gouvernance florentine pour modifier le régime républicain et restaurer les Médicis. Dans son *Dialogo della mutazione di Firenze*, Bartolomeo Cerretani indique ainsi que les représentants du Vice-roi de Naples rassurent Antonio Strozzi quant au « désir du Vice-roi, et par voie de conséquence du Roi Catholique, de ne pas altérer le gouvernement de la cité, ni d'innover en quoi que ce soit en la matière [...], ce qui rassura tout le monde ».⁴² Cette conviction s'impose d'autant plus facilement que, selon le même Cerretani, « les Espagnols ne montraient aucune chaleur à aider les Médicis ».

⁴³

On comprend mieux, ainsi, pourquoi le profil de Guicciardini apparaît intéressant, notamment aux yeux de Piero Soderini. Choisir un novice dépourvu de "reputazione" est un compromis très habile : cela permet en effet de lui attribuer le titre d'ambassadeur, indispensable pour ne pas vexer Ferdinand, tout en le dévaluant dans sa fonction, dès le départ, aux yeux du roi de France. Choisir Guicciardini, en d'autres termes, c'est ne pas se refuser la possibilité d'une alliance future avec l'Espagne, tout en ne s'aliénant pas la bienveillance française. Les instances dirigeantes florentines ne font là rien d'autre que poursuivre une stratégie de temporisation et de neutralité qui vise à attendre, avec le moins de dommages possibles à court terme, que l'horizon diplomatique-militaire se dégage à moyen terme.⁴⁴ On retrouve là l'idée évoquée plus haut d'un recours à des cadres de pensée traditionnels – et donc rassurants – pour compenser un manque d'intelligibilité du monde. Soderini et une majorité des membres des catégories médianes pensent fondamentalement qu'agir, c'est courir un risque. Une telle structuration de la pensée pouvait trouver une justification tant que les forces en présence en Italie jouaient chacune une partition relativement lisible. C'est d'ailleurs cette stratégie de temporisation qui a permis au régime républicain de gagner le temps nécessaire pour se structurer entre 1494 et 1505. En revanche, elle apparaît totalement obsolète du moment où entre dans le jeu Ferdinand, dont la politique se révèle totalement illisible.

La mission de Guicciardini revêt ainsi, dès l'origine, un aspect foncièrement anecdotique. En témoigne son mandat, dans lequel on lui demande d'essayer de comprendre les intentions de Ferdinand et de gagner sa bienveillance tout en s'abstenant de lui promettre quoi que ce soit,⁴⁵ c'est-à-dire, en réalité, d'entretenir avec le roi d'Espagne un lien purement formel, dépourvu de toute prise d'initiative. Cette nécessité théorique de l'inaction trouve d'ailleurs des prolongements concrets en raison des conditions même dans lesquelles Guicciardini exerce sa mission à Burgos. Privé de consignes et d'informations fraîches susceptibles de guider son action face à un interlocuteur qui, s'il ne le fuit pas comme le faisait l'empereur Maximilien avec Vettori, lui cache ses intentions avec une habileté confondante, Guicciardini est, de fait, livré à lui-même.⁴⁶ Le

³⁹ Ainsi qualifie-t-il la victoire française de Ravenne de « dolorosa novella pella Italia », in Vaglianti, *Storia*, p. 233.

⁴⁰ *Ibidem*, pp. 230-234.

⁴¹ Cerretani, *Storia*, p. 416.

⁴² «[...] la voglia del Viceré e consequentemente del Re cattolico di non alterare o innovare nulla al governo della città, né violentare persona più che alla città si paressi, ma d'aiutarlo, aumentarlo et farlo grande [...], il che assicurò ogniuno », in Cerretani, *Dialogo*, p. 37.

⁴³ «[...] li Spagnuoli erano freddi a servire e Medici », *ibidem*, p. 37.

⁴⁴ Sur les développements lexicaux que cette stratégie engendre dans le discours politique florentin, notamment sur l'usage de l'expression "beneficio del tempo", voir J.M. Rivière, *Rhétorique de l'action*, pp. 161-178.

⁴⁵ Sur l'analyse de ce mandat, voir Palumbo, *Natura*, pp. 18-19.

⁴⁶ Ainsi Guicciardini écrit-il le 16 août aux Dix : « In somma noi siamo iti fino ad hoggi et anchora andiamo in queste cose al tasto, per trovarle ogni dì più confuse et più intricate; andremo non di meno drieto et, trovando partito

désarroi qu'il affiche dans sa correspondance, tant avec les membres de sa famille qu'avec le Conseil des Dix, montre qu'il souffre de ce déficit d'action.⁴⁷ Tout ce qu'on attend de lui, c'est une présence, dont Guicciardini lui-même perçoit l'aspect fantomatique. Il est d'ailleurs significatif que son nom, à la différence de celui d'Antonio Strozzi, ne soit presque jamais cité dans les comptes rendus des *pratiche* consacrées à la mission espagnole : même lorsque tout s'accélère entre la bataille de Ravenne et le sac de Prato, c'est bien à Rome que se joue le destin de Florence, et jamais à Burgos ou, plus tard, à Logroño.

Dire de l'expérience espagnole qu'elle est frustrante pour Guicciardini tient donc de la litote. Paradoxalement, c'est depuis Burgos, alors qu'il se trouve confronté à une expérience individuelle portée à son point paroxystique, que Guicciardini pose les bases de son système d'investigation du monde. Contraint d'élargir le strict cadre fonctionnel de sa mission pour n'être pas une "ombre" inutile,⁴⁸ il comprend la nécessité de porter un regard⁴⁹ analytique sur le milieu dans lequel il évolue. Il comprend l'importance de mettre en avant un point de vue, susceptible de donner, en même temps, de l'intelligibilité aux événements et du sens à son (in)action. Si les textes rédigés à l'occasion de cette mission, le *Diario del viaggio in Spagna* et la *Relazione di Spagna*, ne montrent ni la profondeur analytique des textes machiavéliens consacrés aux cours de France et d'Allemagne, ni la fantaisie littéraire du *Viaggio in Alamagna* de Vettori, ils posent les premières pierres d'une méthodologie nouvelle, qui met les faits à l'épreuve d'une subjectivité désormais placée au cœur de l'analyse.⁵⁰ Notons toutefois (et c'est là la principale limite de ces premiers textes), que le regard guichardinien se cantonne à l'Espagne et qu'il n'insère pas encore son analyse dans une perspective géopolitique globale. En ce sens, il n'a pas encore dépassé l'erreur fondamentale d'appréciation de ces concitoyens, qui perçoivent l'Espagne, jusqu'au sac de Prato, comme une entité autonome, détachée de l'échiquier péninsulaire.

Au-delà de ses répercussions individuelles, la mission espagnole de Guicciardini sanctionne donc une faillite collective, dont les fondements relèvent de profonds dysfonctionnements institutionnels, de cadres de pensée sclérosés dans le contexte inédit des guerres d'Italie, ainsi que d'un déficit flagrant de compétence politique générale. Se réfugier dans la fixité intellectuelle et actionnelle pour tenter d'endiguer les fluctuations d'une histoire en mouvement se révèle être une erreur fondamentale, qui place la cité dans une situation intenable après l'instauration de la Sainte-Ligue. Florence a perdu la main sur son destin car, désormais, comme l'écrit Guicciardini dans une lettre adressée au Conseil des Dix après la bataille de Ravenne, « la nécessité peut davantage que la volonté ».⁵¹ Dans un contexte général si défavorable, la légation de Guicciardini en Espagne apparaît accessoire et, en tout état de cause, trop mal conçue et menée pour avoir une chance de peser sur les événements. Mais tel n'était pas le but, puisque tout semble avoir été mis en œuvre dès l'origine pour que Guicciardini, justement, ne pesât pas sur les événements.

conveniente, lo piglieremo, per non restare così soli et a discretione di qualunque, ma le difficoltà sono grandi», in Guicciardini, *Lettere*, p. 200.

⁴⁷ Il écrit ainsi, le 15 juillet 1512, aux Dix : «Siamo a dì 15, et non ho di poi lettere da le Signorie Vostre, di che sto con sospensione grandissima, sendo seguito uno tanto accidente quanto questo di Milano ; né le opere mie qua possono profictare come forse ha di bisogno la città, perché a le parole et rachomandatione generale mi rispondono generalmente et el meno che possono, né mi posso ristignere con fondamento a particolare alcuno, non havendo commessione da le Signorie Vostre, né sapendo a che cammino Quelle siano directe», *ibidem*, p. 177.

⁴⁸ On trouve cette expression dans la lettre du 13 mai 1512 adressée à ses frères Luigi et Iacopo, *ibidem*, p. 121. Sur l'analyse de cette expression, voir Fournel, "Non essere un'ombra", p. 47.

⁴⁹ Sur l'importance du regard dans le *Diario del viaggio in Spagna* et la *Relazione di Spagna*, voir Palumbo, *Natura*, pp. 23-28.

⁵⁰ Ceci rejoint les propos de M. Palumbo, qui note : «Proprio questa ricorrenza periodica di informazioni è il segno manifesto di un metodo d'indagine invariabile, l'espressione di un'attitudine razionalmente conoscitiva di fronte al mondo esterno, di cui si disegnano le coordinate spaziali e successivamente se ne definisce l'identità fisica e politica», *ibidem*, p. 23.

⁵¹ «[...] se già per questa victoria di Francia le cose non fussino in termini che la necessità havessi a potere più che la volontà», in Guicciardini, *Lettere*, p. 131.